

Nanterre

Immeuble Le Gaia 333 avenue Georges Clemenceau
92000 Nanterre

Tél : 01 47 52 45 63

Mél : francois.diffio-ditouke@bureauveritas.com

N° affaire :

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Travaux de réhabilitation globale de la bretelle
d'autoroute 8b de la RN12 vers l'A12 ainsi que sa Bande
d'Arrêt d'Urgence (BAU)

Destinataire :

M. Youva SAADI

SGPR/DTR/UCT

Direction Interdépartementale des Routes Ile de France | Direction
Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de
l'Aménagement et des Transports d'Ile-de-France

35 rue de Noailles 78000 Versailles


Bureau : 214

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 3



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
19/02/2026	Rev0	PGC Initial	DIFFIO DITOUKE François 

SOMMAIRE

Table des matières

SOMMAIRE	2
0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	5
1.1. Présentation du projet	5
1.2. Présentation des intervenants	8
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	9
2.1. Principe des séquences d'interventions	9
2.2. Inspections Communes	9
2.3. PPS	9
2.4. Sous-traitance	10
2.5. Intérimaires	11
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	11
2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1	11
2.8. Protections individuelles	11
2.9. Modalité d'accueil des salariés	11
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	12
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS Contraintes d'environnement de site	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	13
3.2. Emprise de chantier	13
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	18
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	20
4. MESURES DE COORDINATION SPS	21
Mesures Préalables aux Travaux	21
Balisage et Signalisation Diurne et Nocturne	21
Gestion du Trafic et de la Circulation	21
Spécificités des Travaux de Nuit	21
Gestion des Matériaux et des Engins	21
Remise en Circulation et Obligations de Nettoyage	22
Point Critique	22
4.1. Définition des séquences d'interventions	22
4.2. Analyse de risques	28
4.3. Co-activités et protections collectives	49
- Aussi :	49
4.4. Equipement de levage	51
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	51
4.6. Moyens communs	54
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	54
4.8. Stockages sur le chantier	55
4.9. Nettoyage	55
4.10. Enlèvement des déchets	55
5. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	56
Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier	56
5.1. Déclarations particulières	56
5.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	57
5.3. Risques par rapport à un chantier voisin	57
5.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	57
5.5. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	59
5.6. Cas particulier	59
6. ORGANISATION DES SECOURS	59

Opération : Travaux de réhabilitation globale
de la bretelle d'autoroute 8b de la RN12

6.1. Téléphone de secours	59
6.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	59
6.3. Travail isolé.....	59
6.4. Procédure d'organisation des secours.....	59
6.5. Déclaration en cas d'accident ou incident.....	60
6.6. Point de rencontre secours	60
6.7. Modèle de fiche de secours.....	61
1. ICI CHANTIER : travaux de réhabilitation globale de la bretelle d'autoroute 8b et 7f de la RN12	61
2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :.....	61
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT.....	61
4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.....	61

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base des documents transmis par la maîtrise d'ouvrage les 12/02/ et 16/02/2026

Il s'agit ainsi de :

- Règlement de consultation
- L'acte d'engagement
- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Les rapports Amiante avant travaux et présence HAP du 06/05/2025 et 28/10/2025

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

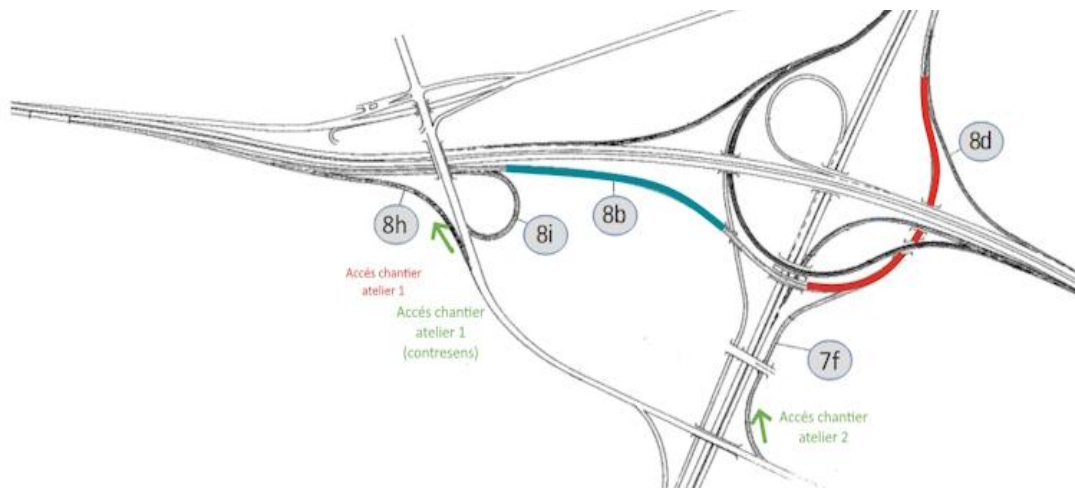
1.1.1. Objet de l'opération

DESCRIPTION DU PROJET :

Le projet porte sur la réhabilitation de la bretelle d'autoroute 8b direction l'autoroute A12 Paris, sur la commune de Montigny-le-Bretonneux, dans les Yvelines.

Le projet s'étend sur environ 988 ml de la bretelle 8b.

Ces travaux seront réalisés dans la même temporalité et dans une tranche unique, de deux parties distinctes, nommées « atelier 1 » en bleu et « atelier 2 » en rouge. Celles-ci sont présentées ci-dessous.



Les principaux travaux seront repartis comme suite :• **La réhabilitation de la bretelle 8b, sur l'Atelier 1 et 2 avec :**

- ✓ La reprise de la couche d'assise, de liaison et de roulement. Les travaux prévoient des purges localisées, dans le cas où ponctuellement, le support de fond de rabotage le nécessiterait. ;
- ✓ Le remplacement des dispositifs de retenus ;
- ✓ Le remplacement en lieu et place de canalisations PVC DN 315 mm par des nouvelles canalisations en PVC CR 16 315 mm ;
- ✓ L'élagage et le nettoyage des espèces végétales envahissantes sur la BDG, la BDD ainsi qu'au niveau du divergeant (en espace vert) situé au niveau de l'insertion de la bretelle 7f.

• **La reprise de la couche de roulement uniquement sur la voie d'insertion de la bretelle 7f sur la 8b :**

Les plans projet et les principes d'exploitations sous chantier sont présentés en annexe. Les travaux concernent la réhabilitation de la bretelle 8b entre la bretelle 8i, et l'insertion de la bretelle 8d, hors ouvrage d'art et section de la 8b, entre ceux-ci.

Les travaux porteront ainsi sur :

- ✓ Reprise complète de la structure de chaussée sur la bretelle 8b;
- ✓ Reprise de la couche de roulement, ainsi que l'insertion de la bretelle 7f;
- ✓ Réhabilitation du réseau d'assainissement en traversée de chaussée ;
- ✓ Reprise de la BDD et de la BDG ;
- ✓ Remplacement des tampons en zone BDG ;
- ✓ Remplacement de glissières métallique côté BDD et BDG ;
- ✓ Exploitation sous chantier ;
- ✓ Reprise du marquage au sol ;
- ✓ Remplacement de l'ensemble des tampons ;
- ✓ Réhabilitation de regards ;
- ✓ Remplacement de grilles avaloir ;
- ✓ Remplacement et mise en place de panneaux de signalisation ;
- ✓ Décapage des terres végétales présentant en BDG, la BDD ainsi qu'au niveau du divergeant (en espace vert) situé au niveau de l'insertion de la bretelle 7f.

La bretelle concernée est composée :

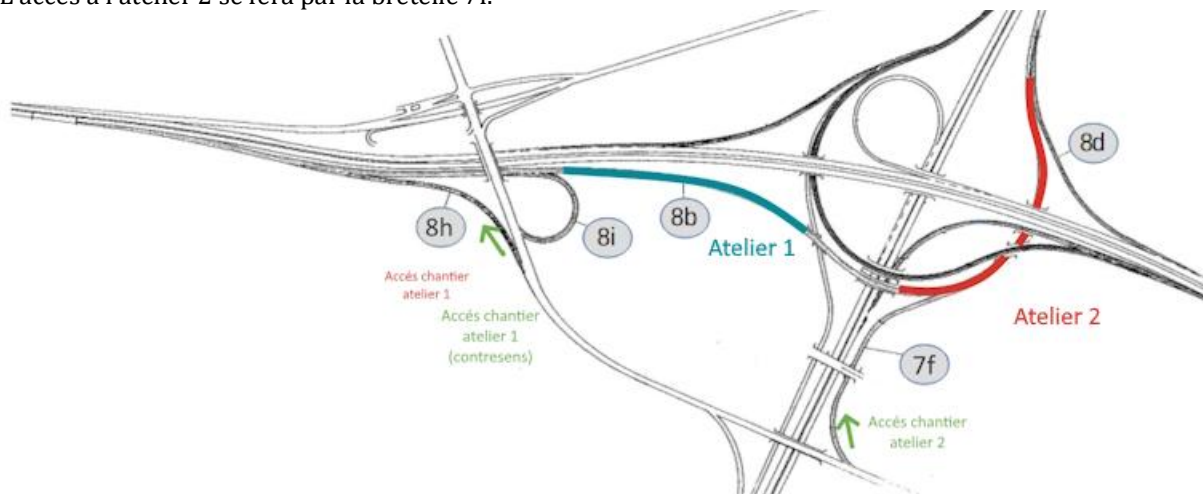
- ✓ D'une voie rapide (VR) ;
- ✓ D'une voie lente (VL)
- ✓ D'une bande dérasée de gauche (BDG) ;
- ✓ D'une bande dérasée de gauche (BDD).
- ✓ De deux insertions de bretelles (soit deux convergeant), qui concernent respectivement la bretelle 7f et la bretelle 8d.

Le départ de la bretelle 8b se fait à partir d'un divergeant issu de la N12.

Il est en effet imposé au titulaire de réaliser les deux ateliers 1 et 2 en simultanée.

L'accès à l'atelier 1 se fera par la bretelle 8h, à contre sens.

L'accès à l'atelier 2 se fera par la bretelle 7f.



L'ensemble des interférences liées à la présence et à la circulation des usagers sera pris en compte dans la planification et l'organisation du travail pour une meilleure régulation des accès et des flux.

Les zones d'opérations feront l'objet d'un balisage et d'une signalisation conformes.

Une sensibilisation et une information des usagers et riverains devront être mises en place pour prévenir des futurs travaux.

ADRESSE DU CHANTIER :

Le chantier est situé la bretelle 8b et 7f de la Nationale 12 à Montigny le Bretonneux

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : *Appel d'offre*

Mode de passation des marchés : *lots séparés, lots séparés*

Type de marchés : *publics,*

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 15 juillet 2026 Durée

prévisionnelle de réalisation (mois) : 2 mois

Phasage des travaux :

Les travaux se dérouleront conformément au planning prévisionnel qui décline les différentes phases d'interventions des entreprises.

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Chacune des entreprises respectera les règles fixées dans le CCTP

La responsabilité de la gestion des déchets repose sur ceux qui les produisent.

La gestion et l'élimination des déchets liés à la route doivent être réalisées en respectant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, complétée et modifiée par la loi n°92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement et par la loi n°95-101 du 2 février 1995 dite

Loi Barnier relative au renforcement de la protection de l'environnement.

La loi du 13 juillet 1992 impose, à compter du 1er juillet 2002, la limitation de la mise en décharge aux seuls déchets ultimes.

Il est notamment interdit de :

- Brûler les déchets à l'air libre ;
- Abandonner ou enfouir des déchets dans des zones non contrôlées administrativement ;
- Mettre en centre d'enfouissement technique de classe 3 des déchets non inertes ;
- Laisser des déchets spéciaux sur le chantier ou les mettre dans des bennes non prévues à cet effet.

L'entreprise prendra en charge la gestion, le tri sélectif et la mise en décharge appropriée de ses déchets de chantier.

Valorisation des déchets :

- Dans un document soumis au visa du maître d'oeuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,

- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,

- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,

- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en oeuvre pendant les travaux,

- L'information du maître d'oeuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,

- Les moyens matériels et humains mis en oeuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : Pour la réalisation de ces travaux, il est prévu plusieurs lots tels que déclinés dans les différents CCTP :

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : À préciser

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	DIRIF	35 rue de Noailles 78000 Versailles Bureau : 214	Tel : +33 7 63 30 40 98 youva.saadi@developpement-durable.gouv.fr	M. Youva SAADI
Maîtrise d'œuvre	DIRIF	35 rue de Noailles 78000 Versailles Bureau : 214	06 71 25 80 94 Jean-charles.pougin@developpement-durable.gouv.fr	Jean Charles POUGIN
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	333 Avenue Georges CLEMENCEAU NANTERRE 92000	06 38 92 21 52 francois.diffio-ditouke@bureauveritas.com	François DIFFIO DITOUKE
CRAM	CRAM	13 AVENUE DE LA GARE 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX	Antenne78.prevention@cramif.cnams.fr	
OPPBTP	OPPBTP AGENCE ILE DE FRANCE	1 RUE HEYRAULT 92660 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX	iledefrance@oppbtp.fr	
INSPECTION DU TRAVAIL	DRIEETS	Immeuble La Diagonale - 34 avenue du Centre 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES cedex	01 71 59 54 78 Mail : ddets-uc4@yvelines.gouv.fr Adresse:	

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas mais complète les modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non-réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Les entreprises qui doivent établir un PPSPS et participer à une IC sont déterminées en appliquant les règles décrites dans l'Annexe au PGC intitulée Annexe Arrêt Cour de Cassation du 14 Janvier 2025.

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Les entreprises sont tenues au respect des divers engagements inscrits dans les pièces du marché. Le non- respect de ces obligations sera signalé au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre qui appliqueront les pénalités adaptées.

La rédaction du P.P.S.P.S. implique la participation de l'entreprise à une Visite d'Inspection Commune.

Pour ce faire, cette Visite d'Inspection Commune, aura lieu avec suffisamment d'antécédence pour permettre à l'entreprise de soumettre son P.P.S.P.S. au CSPS.

En tout état de cause, cette Visite d'Inspection Commune devra avoir lieu avant l'intervention prévue sur le chantier avec un délais de prévenance d'au moins une semaine.

Contenu du P.P.S.P.S.

Pour l'élaboration du PPSPS, ne pas omettre les points suivants :

- Renseignements généraux (Adresse du chantier, Nature de vos travaux, Organismes de prévention - voir PGC ...)
- ;
- Dispositions en matière de secours (Entre autre information, l'identification du SST de l'entreprise);
- Dispositions en matière d'hygiènes ;
- La prise en compte des mesures de coordination générale du PGC ;
- Votre mode opératoire, la méthodologie de vos interventions ; Énumérer et distinguer :
- Vos risques propres (pour vos salariés), les EPI et protection (présents dans votre document) ;
- Les risques que vous exportez vers les autres entreprises ou l'environnement ;
- Les risques importés par le site et les risques exportés par les autres entreprises. Pour chaque risque la prévention envisagée, et mis en place, doit être précisée ;

Le lot principal ou gros oeuvre diffusera au coordonnateur SPS, une version, du PPSPS, papier par courrier et une version par e-mail (format PDF ou .DOC).

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Œuvre pour non remise de document. L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous- traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 E les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en œuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché. Se

conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous-traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Dans un tronçon de la route départementale 140 au niveau d'ERMONT

Des points d'entrée seront établis en amont et en aval et des aménagements intégrant le plan d'installation du chantier qui seront répartis tout au long de ce tronçon

S'il est prévu un accès principal, celui-ci sera réservé aux entreprises agréées par le Maître d'ouvrage et aux personnes habilitées au sens de la législation du travail.

La liste nominative du personnel participant au chantier est établie et tenue à jour, sur le chantier, par chaque entreprise y compris les entreprises sous-traitantes.

Les entreprises concernées par ces travaux devront impérativement prendre en compte les diverses activités et entretiens qui interfèrent et ne peuvent être empêchés ou contraintes par l'activité et les risques inhérents au chantier en question.

Selon nécessité et configuration des espaces de travaux, mise en place de tunnel ou protection garantissant une sécurité en cas de chute de matériaux.

En l'absence de voie latérale sur certaines zones, il sera réalisé une piste permettant l'accès pour les travaux et les secours

Les entreprises prendront en compte toutes les interférences de passage et circulations sur le cheminement qui dessert le chantier.

Un balisage et signalisation conformes seront mis en place pour délimiter les zones de travaux et informer les autres passants et usagers des divers risques du chantier.

Si des voies attenantes à notre chantier restent ouvertes à la circulation, des dispositions particulières devront être prises pour garantir la sécurité des compagnons et des usagers :

- Le maintien du chantier clos et indépendant
- Un balisage et une signalisation conformes des travaux
- Pour des travaux de nuit, un éclairage suffisant devrait être maintenu en plus de l'éclairage de signalisation des travaux.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Compte tenu de l'étendue des zones de travaux et dans l'impossibilité de clôturer la totalité du chantier, des dispositions devront toutefois être prises afin de sécuriser l'ensemble des zones critiques présentant les risques ci-après :

Risque de chute de hauteur
de heurt

Risque de chute d'objets

Risque d'inhalation de poussières ou de substances dangereuses

Risque de brûlure ou d'incendie

Risque d'accident

Tout autre risque pouvant exposer les usagers de la route ou les riverains.

3.2.2. Accès

Toutes les dispositions sont prises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier et réservé aux entreprises agréées par le Maître d'ouvrage et aux personnes habilitées au sens de la législation du travail. Il est nécessaire de se conformer aux préconisations et consignes du Maître d'Ouvrage pour que seules les personnes travaillant pour les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants

nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, soient autorisées à accéder au chantier. Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locateurs, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

La liste nominative du personnel participant au chantier est établie et tenue à jour, sur le chantier, par chaque entreprise y compris les entreprises sous-traitantes.

3.2.3. Circulations

Sauf spécification contraire la vitesse sera limitée dans les zones chantier, à 30 Kms/h pour les VL et 20 Kms/h pour les engins et camions Cette vitesse pourra considérablement être réduite en fonction de :

- L'environnement du chantier
- L'état des voies de circulation
- Les risques dans le chantier et certains travaux en cours de réalisation.

Les circulations intérieures sont impérativement maintenues propres dégagées et stabilisées de manière à garantir un passage sécurisé.

Les voies et aires de livraisons et circulation des engins devront être dimensionnées, stabilisées et sécurisées.

Les voies et aires de livraisons doivent faire l'objet un examen d'adéquation pour s'assurer de la capacité de portance et des charges mobilisées.

Les DICT doivent être réalisés.

Les règles de circulation sur site, de vigilance devront impérativement être respectées par tous.

3.2.4. Signalisation

Suivant attribution, l'entreprise désignée par le maître d'œuvre conformément au CCTP procède au repérage visuel sur le chantier et mettra en place une signalisation par affichage :

- Des voies réservées à la circulation
- Les zones interdites d'accès
- Le fléchage de direction indiquant le sens de la sortie et si plusieurs niveaux l'identification par numérotation de chacun des niveaux
- Des points de rassemblement
- De l'affichage réglementaire du chantier
- Des espaces où zones amiantées
- de l'espace ou zones de stockage des produits amiantés
- l'identification claire des zones de stockage
- De l'identification des aires de livraison
- l'ensemble des produits et matériaux contenant de l'amiante
- Tout autre information permettant de travailler et cheminer en toute sécurité dans le chantier.

L'entreprise en charge de ce repérage transmet une méthodologie détaillée du principe de cette signalétique (code couleur, sigle, continuité sur réseaux).

Si plusieurs entreprises interviennent simultanément sur le site pendant une longue période et si travaux de désamiantage en cours, le désamianteur doit fournir périodiquement et afficher le zoning des espaces traités et les cheminements adaptés.

Tout autre information permettant de travailler et cheminer en toute sécurité dans le chantier.

L'ensemble de ces prestations est à la charge du lot concerné (lot 1 INSTALLATIONS DE CHANTIER/VRD/TP/GO), y compris le maintien en parfait état des éléments constituant ces protections.

L'accès au chantier se fera depuis: à définir EN ATTENTE DU PIC par le lot 1

La signalisation de l'accès du personnel et des livraisons sera réalisée par le lot 1 INSTALLATIONS DE CHANTIER/VRD/TP/GO suivant PIC par phasage (en attente de celui-ci)

Pendant les travaux, l'accès au site des entreprises sera pas le même que celui des engins: EN ATTENTE DU PIC

Les entreprises accéderont au site avec un système de badge temporaire si besoin à prévoir par le lot 1 INSTALLATIONS DE CHANTIER/VRD/TP/GO.

Cet accès pourra être le même pendant toute la durée des travaux ou changement (Nouveau PIC).

L'ensemble des circulations du chantier doivent être accessibles et dégagées.
Les zones de stockage n'empiètent pas sur les zones de circulation.

Information aux riverains

Avant chaque phase de travaux, l'entrepreneur fournira les éléments nécessaires à la rédaction de notes d'information par le Maître d'OEuvre (nature des travaux par phase, dates d'intervention, restrictions de circulation expliquées par des schémas, etc.), les reproduira et les distribuera à l'ensemble des riverains concernés par les travaux, au minimum 1 semaine en avance.

Il est précisé que le lot1 selon CCTP : se doit d'assurer pendant toute la période des travaux y compris préparatoires :

L'accès des secours et des véhicules de ramassage des ordures ménagères devra être pris en compte dans

L'organisation du chantier, de même que la circulation des bus et des véhicules de secours.

Arrêt bus provisoire ANGLE Rue Lucien Girard Boisseau & Rue Claude Hugon

En particulier, en cas de fermeture de voie, la gestion des poubelles est à la charge de l'entrepreneur et consiste à les déplacer jusqu'à

un lieu de collecte accessible puis à les restituer à leurs propriétaires, préalablement identifiés.

Signalisation permanente :

La signalisation de sécurité est mise en oeuvre « toutes les fois que sur un lieu de travail un risque ne peut être évité ou prévenu par l'existence d'une protection collective ou par l'organisation du travail.

La signalisation de santé et sécurité informe sur les risques encourus et la conduite à tenir. Elle doit donc être vue et surtout comprise par toutes les personnes concernées. Pour cela l'employeur doit prendre toutes dispositions pour assurer l'information, voire la formation, de cette signalisation dès l'accueil du salarié dans l'entreprise. Cette formation doit être renouvelée aussi souvent qu'il est nécessaire, ou lors de la parution de nouvelles dispositions.

Signalisation temporaire et balisage

l'entreprise et décrira de façon précise pour chaque phase, la signalisation et pré-signalisation, le balisage, panneaux de police et panneaux directionnels.

La fourniture, la pose, la dépose et l'entretien du balisage, de la signalisation horizontale, des panneaux de signalisation temporaire, de feux tricolores temporaires, des déviations nécessaires et/ou de la circulation alternée.

De jour comme de nuit (panneaux rétro réfléchissants, utilisation de flashes lumineux pour les travaux de nuit, etc.

Pour mémoire :

Les systèmes type rubans réfléchissants seront proscrits.

La mise en place devra s'effectuer avant de commencer tout travail sur route circulée ou même en bordure de chaussée, conformément aux plans produits par l'entreprise et après obtention

des arrêtés de circulation signés par le Conseil départemental du Val d'Oise et les mairies concernées.

L'entrepreneur devra faire évoluer convenablement le balisage et la signalisation au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Pour être efficace, la signalisation temporaire doit être adaptée, cohérente, crédible, lisible et stable (conditions météorologiques à prendre en compte).

3.2.5. Stationnements

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises ne pourra se faire à l'intérieur du chantier. Les règles de stationnement devront impérativement être respectées par tous.

Il est rappelé que le code de la route est applicable dans son intégralité sur toutes les voies de circulation, y compris les interdictions de stationner sur l'accès réservé aux services de secours.

3.2.6. Stockage

le plan d'installation du chantier devra définir les zones réservées au stockage.

Un stockage de proximité pour les matériaux et matériels utilisés pour la journée est autorisé.

Chacune des entreprises devra identifier, définir et préciser dans son PPSPS son emplacement de stockage, Celui-ci doit être balisé et sécurisé.

Les matériels et matériaux stockés doivent être adaptés à l'environnement des travaux, sans exposer à un quelconque risque.

Le stockage de produits potentiellement polluants, tels que les hydrocarbures, huiles minérales ou autres, se fera obligatoirement dans des bacs de rétention étanches prévus à cet effet. Les conteneurs de ces produits devront correspondre à la réglementation en vigueur en matière de stockage de ces derniers.

Tous les produits inflammables ou polluants, et de manière générale tous les produits « dangereux », seront stockés dans des locaux ventilés et fermés à clé.

Un étiquetage mentionnant la liste de tous les "produits dangereux" sera apposé sur les portes de tous les locaux concernés par leur stockage.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par les entreprises.

Stockage des matériaux et matériels:

Voir PIC(LOT 1)

Les matériels et matériaux déchargés sont immédiatement acheminés à l'intérieur du chantier. Les dépôts à l'extérieur des zones de chantier sont strictement interdits.

Le stockage est obligatoirement à l'intérieur de l'enveloppe du chantier ou dans une zone déterminée avec le maître d'ouvrage.

Aucun stockage n'est permis dans les zones de circulations.

Stockage des matériaux et matériels obligatoirement à l'intérieur de l'enveloppe du chantier

Une concertation entre entreprises est à prévoir afin d'exprimer les besoins en surface de chacun.

Ces aires devront être clôturées durant tout le chantier et maintenues en bon état.

Les entreprises exprime les besoins en surface afin de mettre à jour le plan d'installation de chantier.

Le Maître d'ouvrage définit les zones de circulation, les emprises pour le chargement et le déchargement des matériels et matériaux. Ces aires sont délimitées matériellement et maintenues en bon état par les entreprises.

Les livraisons s'effectuent en dehors des heures de grande affluence (à définir avec la Maîtrise d'ouvrage).

Lors du déplacement de matériel, matériaux ou de tout autre chose, l'entreprise en charge de cette opération s'assure que personne ne se trouve dans la zone concernée par le déplacement afin d'éviter tout de coup, heurt, écrasement, etc.

Amiante/HAP:

L'entreprise de désamiantage précise dans son PPSPS les zones de stockage "tampon" qu'elle entend utiliser pendant la durée du chantier. Ces zones sont condamnées, réglementairement signalées et exclusivement réservées à l'entreprise de désamiantage.

Le seuil pivot est de cinquante milligrammes par kilogramme \square ; en dessous, l'enrobé peut être recyclé dans une centrale à chaud.

Entre cinquante et cinq cent mg/kg, la France classe la fraction en « \square catégorie $\square 2 \square$ » \square ; l'enrobé doit être raboté sous brumisation, confiné sous bâche, transporté par benne bâchée et valorisé à froid dans une plateforme agréée.

Au-delà de cinq cent mg/kg, c'est la catégorie $\square 3 \square$: dépose en big bag, un acheminement vers un centre de traitement physico-chimique ou vers l'enfouissement en installation de stockage de déchets dangereux.

Livraisons :

Afin d'organiser la gestion des matériaux et matériel, une cellule trafic et logistique est créé par: (le lot concerné ou chaque lot).

Cette prestation comprend :

- Le recueil des besoins de livraison
- L'établissement avec les entreprises d'un planning hebdomadaire et de toutes dispositions pour un fonctionnement harmonieux des livraisons,
- L'établissement d'un tableau hebdomadaire prévisionnel du trafic routier lié au chantier.
- Cette organisation impose aux entreprises :
- La déclaration une semaine à l'avance de leurs besoins en livraison, les quantités, le colisage, le gabarit

- La déclaration et l'organisation des véhicules de transport et tous renseignements utiles au responsable du trafic
- L'établissement d'un planning hebdomadaire de livraison avec le responsable du trafic,
- de fournir un responsable chargé d'accueillir les livraisons, présent dans l'aire de livraison au moment prévu de la livraison
- de fournir les moyens en matériel et en hommes pour un acheminement efficace des matériaux vers les lieux de production

Le non-respect d'une de ces consignes peut entraîner le refus d'accès au véhicule à l'aire de livraison sans recours ni dédommagement d'aucune sorte.

La zone de livraison, approvisionnement et évacuation devra être clôturée ou à défaut présence d'hommes traffic, surveillance si pas possible.

Gestion des approvisionnements

Au cours de leur période de préparation, les entreprises établissent une prévision globale de leurs approvisionnements mettant en évidence :

- le poids des charges à transporter,
- les véhicules utilisés,
- les moyens de manutention au déchargement,

Ces différentes informations sont annexées au P.P.S.P.S des entreprises.

Prévoir que le colisage soit adapté aux moyens de levage.

Organisation des manutentions

Les manutentions de matériaux ne doivent pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens.

Les poids, gabarits et quantités des matériaux à stocker sont indiqués par les différents Corps d'Etat dans le P.P.S.P.S.

Toutes les livraisons et colisages doivent répondre au cahier des charges du lot concerné

Emplacement à déterminer : **(voir PIC)**

Une concertation entre entreprises est à prévoir afin d'exprimer les besoins en surface de chacun.

Stockage des matériaux et matériels obligatoirement à l'intérieur du chantier dans les zones prévues à cet effet,

le clos du chantier étant assuré par une clôture supérieure ou égale à 2m et ou portes d'accès fermées.

Les matériels et matériaux déchargés devront être immédiatement acheminés à l'intérieur de ces zones de chantier.

Les dépôts à l'extérieur seront strictement interdits.

Renseignement propre à l'opération :

La procédure de livraison sera la suivante :

Le véhicule signalera son arrivée sur site à l'interlocuteur chargé de la réception de la livraison qui lui indiquera l'emplacement de stationnement provisoire le temps du déchargement ;

Un homme trafic sera à prévoir pendant le temps du déchargement ainsi qu'un dispositif de signalisation ;

A l'issue du déchargement, les livraisons seront immédiatement dispatchées à l'intérieur du chantier dans la zone de stockage prévue à cet effet ,

aucune zone de stockage n'est requise à l'extérieure de celle-ci ;

Le véhicule libérera la zone sous le contrôle de l'interlocuteur qui aura en charge la sécurisation de toute interface avec le public (croisement piétons et véhicules légers).

Si un stationnement « livraison » est présent devant le CHANTIER, rue xxxx , les entreprises pourront l'utiliser pour les livraisons. Tout autre point de déchargement est à la charge de l'entreprise.

Les livraisons seront autorisées selon les horaires et jours mentionnés par le client ainsi que la réglementation de la commune de Montigny le Bretonneux.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

Les installations électriques font l'objet de contrôle par un Organisme agréé

Les réseaux sont parfaitement protégés et signalés suivant la réglementation en vigueur.

Les câbles électriques sont du type et de caractéristiques réglementaires.

Les baladeuses sont conformes aux dispositions de la norme en vigueur. Elles comportent une poignée isolante et un panier.

Les prises et fiches domestiques sont interdites ; seuls les bouchons s'adaptant aux prises montées sur les armoires de branchements sont autorisés.

Les installations d'éclairage sont adaptées à l'évolution des travaux afin d'assurer l'éclairage des circulations et des zones aveugles.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Le maître d'œuvre désignera l'entreprise en charge du cantonnement du chantier. Ce cantonnement devra disposer conformément à la réglementation de :

-- Un réfectoire

il est pourvu de tables et de chaises en nombre suffisant ;

il dispose d'au moins un appareil permettant d'assurer le réchauffage ou la cuisson des aliments et d'un garde-manger destiné à protéger les aliments d'une capacité suffisante et, si possible, d'un réfrigérateur ;

- il est tenu en parfait état de propreté.

-- des vestiaires

un local vestiaire équipé d'armoires-vestiaires individuelles ou, si le chantier est exigü, de patères et, de sièges ou de bancs en nombre suffisant

-- Sanitaires

pour les chantiers d'une durée supérieure à 4 mois, les dispositions de droit commun doivent être respectées. Il conviendra donc de mettre à disposition au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour 20 hommes et 2 cabinets pour 20 femmes ;

pour les chantiers d'une durée inférieure à 4 mois, l'employeur doit également mettre à la disposition des travailleurs des cabinets d'aisance conformes au droit commun. Des dérogations sont toutefois possibles. Ainsi, il est possible d'utiliser des véhicules de chantier spécialement aménagés afin de permettre aux travailleurs de disposer de cabinets d'aisance. Si la disposition des lieux ne permet pas de mettre en place ces installations, l'employeur est alors tenu de rechercher à proximité du chantier un local ou un emplacement offrant des conditions au moins équivalentes.

-- Lavabos et douches

Un lavabo pour 10 personnes doit être au minimum prévu. Ces lavabos doivent être à eau potable et à température réglable. Des moyens de séchage et de nettoyage doivent également être mis à disposition

Des douches doivent être mises à disposition des travailleurs effectuant des travaux salissants ou insalubres (travail en égout, exposition au plomb, etc.) dont la liste est fixée par l'arrêté du 23 juillet 1947.

Nettoyage et entretien du cantonnement

De plus un lot sera désigné par le maître d'œuvre pour le maintien du cantonnement en bon état pendant toute la durée du chantier et assurera également le nettoyage approfondi une fois par semaine de l'ensemble du cantonnement

Ces installations devront notamment comporter les protections et dispositifs suivants : Protection contre l'incendie: Mise en place d'extincteurs appropriés aux différents risques:

Locaux affectés au personnel Bureau de chantier Locaux de stockage

Près des postes de travail particuliers (Il appartient à chaque entreprise d'informer son personnel de l'existence du plan de sécurité.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets et gravats de chantier jusqu'aux bennes

Le chantier est maintenu en constant état de propreté.

Tous les matériaux abandonnés par les entrepreneurs sur le chantier en dehors des périodes d'utilisation sont

considérés comme des gravats.

Le maître d'œuvre pourra, s'il le juge nécessaire, faire intervenir sur le chantier, une entreprise de nettoyage à la charge des entreprises défaillantes.

2ème type : le nettoyage général du chantier

C'est un nettoyage au moins hebdomadaire à la charge de chaque lot. Il est réalisé dans chaque zone pendant toute la durée du chantier. En cas de défaillance d'une entreprise, un ordre d'exécution est donné par le Maître d'œuvre d'exécution, après contrôle, pour qu'une entreprise spécialisée exécute ces travaux à ses frais

Nettoyage voiries

Le lot 1 prendra toutes dispositions pour limiter les chutes de matériaux et les dépôts de boue sur les voies publiques empruntées par son matériel.

Il assurera également le maintien en bon état des voies ouvertes à la circulation et empruntées par ses engins.

Les nettoyages et ébouages seront effectués tous les soirs.

Balayage et au nettoyage avec arrosage sous pression si besoin est.

Après achèvement des travaux, et avant leur réception, l'Entrepreneur nettoiera le chantier de tous les matériaux en excédent. Ceux-ci seront enlevés.

Pour exemple: Les détritux de toutes natures seront emportés à la décharge.

Maintien de l'ensemble de la circulation existante pendant la durée totale des travaux (Accès aux riverains).

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Lot désigné** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise désignée pour son établissement soumet à l'accord du maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la grue »,

- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de chacun des lots, y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Lot désigné** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Lot désigné	Lot désigné	Jusqu'à la fin des travaux
Accès	Lot désigné	Lot désigné	Jusqu'à la fin des travaux
Circulations	Lot désigné	Lot désigné	Jusqu'à la fin des travaux
Signalisation	Lot désigné	Lot désigné	Jusqu'à la fin des travaux
Stationnement	Lot désigné	Lot désigné	Jusqu'à la fin des travaux
Stockage	Lot désigné	Lot désigné	Jusqu'à la fin des travaux
Réseaux provisoires de chantier	Lot désigné	Lot désigné	Jusqu'à la fin des travaux
Coffret électrique général	Lot désigné	Lot désigné	Jusqu'à la fin des travaux
Coffret divisionnaire et éclairage	Lot désigné	Lot désigné	Jusqu'à la fin des travaux
Cantonnement	Lot désigné	Lot désigner	Jusqu'à la fin des travaux
Infirmierie de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	Lot désigné	Lot désigné	Jusqu'à la fin des travaux
PIC	Lot désigné	Lot désigné	Jusqu'à la fin des travaux
Protections collectives	Lot désigné	Lot désigné	Jusqu'à la fin des travaux
Accès hauteur communs	Lot désigné	Lot désigné	Jusqu'à la fin des travaux
Déchets - Gravats	Lot désigné	Lot désigné	Jusqu'à la fin des travaux

4. MESURES DE COORDINATION SPS

Mesures Préalables aux Travaux

Avant d'engager tout travail d'enrobage sur la voie publique, l'entreprise doit :

- ✓ Procéder à une notification préalable auprès des autorités compétentes telles que la mairie ou la préfecture,
- ✓ Obtenir les arrêtés de circulation et de stationnement nécessaires, faire valider un plan de circulation détaillé par les services concernés,
- ✓ Réaliser les déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT),
- ✓ S'assurer qu'au moins une personne de l'équipe est compétente sur la détection des risques amiante et HAP,
- ✓ Faire valider par la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre l'ensemble des modes opératoires qui déclinent la réalisation des travaux,
- ✓ Transmettre au coordonnateur SPS le PPSPS, ainsi que le mode opératoire associé.

Balisage et Signalisation Diurne et Nocturne

L'entreprise désignée doit :

- ✓ Mettre en place un balisage et une signalisation conformes aux obligations réglementaires, avec des panneaux de signalisation visibles et explicites, un balisage rétroréfléchissant efficace pour les travaux de nuit, des feux orange clignotants disposés à intervalles réguliers.
- ✓ Disposer les panneaux de signalisation de manière à respecter les distances minimales de signalisation selon la vitesse limite de la voie, avec un balisage physique de délimitation de la zone de travail,
- ✓ Veiller à ce que ce balisage soit visible et identifiable aussi bien de jour que de nuit, et en particulier lors des travaux sous balisage partiel où seule une partie de la voie est fermée à la circulation.

Gestion du Trafic et de la Circulation

Pour assurer la sécurité des usagers de la route pendant les travaux, l'entreprise doit :

- ✓ Prévoir la présence d'un agent de circulation ou d'un signaleur qualifié si le volume ou la complexité du trafic l'exige,
- ✓ Mettre en place une signalisation des travaux et de limitation de vitesse clairement affichée dans la zone de travail et prévoir une déviation du trafic avec des itinéraires alternatifs clairement indiqués et signalisés,
- ✓ Maintenir en permanence un accès pour les véhicules d'urgence, et adapter les mesures en fonction des conditions de circulation, notamment en période de forte affluence ou lors des heures de pointe.

Spécificités des Travaux de Nuit

- ✓ Lorsque les travaux d'application d'enrobé sont effectués de nuit, l'entreprise doit :
- ✓ Installer un éclairage de chantier adapté offrant une visibilité suffisante sur l'ensemble de la zone de travail, renforcer le balisage lumineux avec des feux clignotants supplémentaires et de meilleure intensité pour assurer une visibilité optimale des obstacles,
- ✓ Exiger que tous les intervenants portent des vêtements haute visibilité,
- ✓ Mettre en place une surveillance accrue des abords du chantier, et adapter les horaires de travail en fonction des conditions de visibilité et des contraintes de circulation.

Gestion des Matériaux et des Engins

- ✓ L'entreprise doit :
- ✓ Délimiter une zone de stockage sécurisée et clairement identifiée pour tous les matériaux utilisés,
- ✓ Maintenir les engins de chantier en retrait de la circulation active de la voie publique,
- ✓ Sécuriser le ravitaillement en liant bitumineux en mettant en place des dispositifs de prévention des fuites et des déversements,
- ✓ Mettre en œuvre des mesures de prévention de la pollution en cas de déversement accidentel et assurer que tous les matériaux, débris, gravats et engins ne restent jamais sur la voie publique

une fois les travaux terminés, car cela constituerait un danger majeur pour la circulation et une violation des règles de sécurité.

Conditions de Travail Spécifiques à l'Enrobage

Lors de l'application d'enrobé, l'entreprise doit :

- ✓ Respecter une température minimale adaptée au type d'enrobé utilisé,
- ✓ Vérifier que les conditions météorologiques sont acceptables pour la mise en place et la compaction de l'enrobé,
- ✓ Fournir à tout le personnel des équipements de protection individuelle appropriés incluant des vêtements de protection contre les risques thermiques, des chaussures de sécurité, des gants de protection et des lunettes de protection,
- ✓ Mettre en place des mesures de protection contre les risques liés à la manipulation de matériaux chauds, et assurer une surveillance médicale du personnel exposé aux vapeurs bitumineuses.

Remise en Circulation et Obligations de Nettoyage

Avant la réouverture de la voie à la circulation, l'entreprise doit :

- ✓ Procéder à un enlèvement complet et exhaustif de tous les matériaux, débris, gravats, résidus de bitume et tout autre élément laissé sur la chaussée,
- ✓ Récupérer intégralement tous les engins de chantier, équipements, outils et matériel utilisés durant les travaux,
- ✓ Nettoyer complètement la chaussée pour éliminer toute trace de matériau ou de pollution,
- ✓ Vérifier l'état de surface de la voie pour s'assurer qu'elle est en bon état et sûre pour la circulation,
- ✓ Retirer tous les éléments de balisage temporaire et la signalisation provisoire,
- ✓ Procéder à une inspection finale de sécurité pour valider que la voie est prête à être remise en circulation.

Point Critique

Il sera formellement interdit de laisser sur la voie publique, après la fin des travaux et la remise en circulation, tout matériau, débris, gravats, engin, équipement ou élément quelconque utilisé durant le chantier, car cela constituerait un danger grave pour la sécurité des usagers de la route et pourrait causer des accidents.

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 ANALYSE DES RISQUES PGC		Analyse environnementale / Natura 2000 / recensement faune et flore	Choc, coupure, piqûre	.
		Base vie commune / Centrale d'enrobée, béton (classement ICPE provisoire)	Collision, heurt	.
		Création des accès provisoires en latérales et en TPC (Chantier)	Routier, autoroutier	.
		Equipements des bassins, assainissements (clôtures, écluses,	Choc, coupure, piqûre	.

Opération : Travaux de réhabilitation globale de la bretelle d'autoroute 8b de la RN12

	surverses, divers)		
	Clôtures, murs antibruits	Routier, autoroutier	.
	Equipements de chaussée (Borne d'appel d'urgence, comptage, météo, radio, pylône, photovoltaïque, manège à air etc...)	Routier, autoroutier	.
	Signalisation verticale, drapeau et portique	Routier, autoroutier	.
	Mise en place de réseaux d'appels d'urgences provisoires	Routier, autoroutier	.
	Traitement des sols (utilisation chaux, gravement...)	Pollution de l'atmosphère	.
	Travaux de relevage d'ouvrage d'art (vérinage de pont)	Routier, autoroutier	.

Opération : Travaux de réhabilitation globale
de la bretelle d'autoroute 8b de la RN12

	Balisage et signalisation temporaire horizontale (marquage au sol, balisage)	Routier, autoroutier	.
	Etanchéité des bassins et cunettes	Environnement naturel	.
	Base vie itinérante par poste de travail	Collision, heurt	.
	Balisage et signalisation temporaire verticale (dépose et pose portique...)	Routier, autoroutier	.
	Glissière de sécurité (GBA et métallique)	Routier, autoroutier	.
	Forage dirigé, fonçage.	Environnement naturel	.
	Réservation et coulage massifs	Collision, heurt	.
	Effacements des Réseaux enterrés	Collision, heurt	.
	Radiographie du revêtement de la chaussée	Rayonnement ionisants	.
	Effacements des Réseaux aériens	Chute d'objets, éclats	.
	Analyse des sols chaussées et terrain	Collision, heurt	.
	Topo	Collision, heurt	.
	Mise en place de protection faune et flore (cours d'eau)	Noyade	.
	Création des accès provisoires en latérale (usagers)	Routier, autoroutier	.
	Fouilles préventives archéologiques	Collision, heurt	.
	Aménagements environnementaux (sauvagerie de la faune)	Choc, coupure, piqûre	.
	Essai à la plaque, pénétromètre	Bruit, vibrations	.
	Tranchées communes et spécifiques	Rupture, effondrement	.

Opération : Travaux de réhabilitation globale de la bretelle d'autoroute 8b de la RN12

		(types d'engins)		
		Demolition d'Ouvrage	Routier, autoroutier	.
		d'Art sous DESC		
		Assainissement (cunette, caniveau, rétention eau et pollution) TMD.	Routier, autoroutier	.
		Tranchées communes et spécifiques en TPC	Rupture, effondrement	.
		Tapie roulage (bande d'usure)	Routier, autoroutier	.
		Déboisage et élagage	Voisinage	.
		Tous Lots	Engins et matériels Environnement naturel Déplacement de plain-pied Inhalation poussières	. Débroussaillage: Port des EPI adaptés à la tâche Etudier le mode Opérateur de mise en place d'un Périmètre de sécurité Protections collectives sur tous les Planchers Protection et Signalisation des trémies Pose des Escaliers définitifs à l'avancement. .
		Carottage du corps de chaussée	Collision, heurt	.
		Travaux sur Perret (aménagement de l'ouvrage)	Routier, autoroutier	.
		Marquage au sol	Routier, autoroutier	.
		Visite commune avec l'exploitant pré repérage, analyse environnementale, inspection du site avant PPSPS	Déplacement de plain-pied	PIC, Plan de circulation, Accueil sécurité, Port des EPI,
		Profilage en long et en travers (terrassement généraux)	Collision, heurt	.
		Mise en place de pont provisoire	Routier, autoroutier	.

Opération : Travaux de réhabilitation globale de la bretelle d'autoroute 8b de la RN12

		Terrassement - VRD	Inflammation, explosion Hautes Fréquences Chute d'objets, éclats Déplacement de plain-pied Contraintes météorologiques Rupture, effondrement Rupture, effondrement Multi danger	Interrompre immédiatement les travaux et avertir les autorités compétentes. Faire apparaître au PIC les zones de non-évolution des engins par rapport à la ligne haute tension. Maintien des gabarits tout au long du chantier et jusqu'à la réalisation des enrobés. . Protection contre les chutes de plain-pied à mettre en place. Temps. . . .
		Génie civil	Environnement naturel Engins et matériels Rupture ,effondrement	Stabilité des talus . .
		Démantèlement	Inflammation, explosion Chute d'objets, éclats	Permis de feu à afficher dans la zone d'intervention Clôture de zones
		Chaussée	Eclairage Collision, heurt	Travaux de nuit autorisés par le Maître d'ouvrage dans les zones séparées des flux de circulations par le terre plein central ou par barrage renforcé localisé (cas d'une chaussée libérée en section courante par basculement de la circulation sur l'autre chaussée ou d'une bretelle fermée à la circulation). Coactivité interdite dans la zone d'évolution des engins.
		Installations et ouvrages provisoires	Ferroviaire	Interdiction de pénétrer dans la zone de danger et en dehors de la zone chantier clôturée.
		Gros œuvre - Electricité - Plomberie	Chute et heurt avec charge en mouvement Contact électrique direct ou indirect	. .
		Charpente - Couverture	Chute d'objets, éclats Rupture, effondrement	. Coordination entre GO, charpentier et couvreur
		Fondations spéciales	Contact électrique direct ou indirect	DICT à faire
		Base vie commune / Centrale d'enrobé	Chute et heurt avec charge en mouvement	.

Opération : Travaux de réhabilitation globale
de la bretelle d'autoroute 8b de la RN12

		Etanchéité	Bactéries, virus, parasites	.
		Gros œuvre - Terrassement	Rupture, effondrement	Prévenir les risques d'ensevelissement, talutage conformément à l'étude de sol. Implantations des cheminements et pistes suffisamment distant des talus d'excavation.
		Gros œuvre - Maçonnerie - Reprises en sous-œuvre - Reprises de plancher	Rupture, effondrement	Assurer la stabilité des talus jusqu'à la disparition du risque.
		Eclairage	Rupture, effondrement	.
		Démolition - Désamiantage	Rupture, effondrement	pas de co-activité. attendre achèvement des démolitions et la mise en place des dispositifs de contreventement et étaieement..

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - ANALYSE DES RISQUES PGC

Analyse environnementale / Natura 2000 / recensement faune et flore

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Choc, coupure, piqûre	Pas de travailleur isolé, port des EPI	pas de coactivité identifiée

Base vie commune / Centrale d'enrobée, béton (classement ICPE provisoire)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	PIC + plan de circulation Examen d'adéquation des appareils de levage Abonnement météo Balisage des zones de levage S'assurer de l'aménagement des accès et des réseaux	Respect des consignes d'accès. Accès interdit à toutes personnes étrangères à la centrale.

Création des accès provisoires en latérales et en TPC (Chantier)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	DESC et DICT à jour Autorisation de voirie Dévoiement ou effacement des réseaux	Accès interdit dans la zone d'évolution des engins.

Equipements des bassins, assainissements (clôtures, écluses, surverses, divers)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Choc, coupure, piqûre	Travaux à faire en préalable avant remplissage des bassins	Accès interdit dans la zone d'évolution des engins.

Clôtures, murs antibruits

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	DICT roulote de chantier obligatoire Travaux sous balisage Pas de travailleur isolé, port des EPI. Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service. Examen d'adéquation des appareils de levage Abonnement météo Balisage des zones de levage	Respect des vitesses de circulation chantier

Equipements de chaussée (Borne d'appel d'urgence, comptage, météo, radio, pylône, photovoltaïque, manège à air et

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	DICT roulote de chantier obligatoire Travaux sous balisage Pas de travailleur isolé, port des EPI. Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service. Examen d'adéquation des appareils de levage Abonnement météo Balisage des zones de levage	Respect des vitesses de circulation chantier

Signalisation verticale, drapeau et portique

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	Travaux sous balisage Pas de travailleur isolé, port des EPI. Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service. Examen d'adéquation des appareils de levage Abonnement météo Balisage des zones de levage	Pas de coactivité.

Mise en place de réseaux d'appels d'urgences provisoires

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	DESC et DICT à jour Travaux sous FLR (véhicule flash routier DIR ou autre) Neutralisation de la seconde voie	Accès interdit dans la zone d'évolution des engins. Signalisation temporaire de chantier conforme au code de la route et autorisation de voirie.

Traitement des sols (utilisation chaux, grave ciment...)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Pollution de l'atmosphère	EPI spécifique Aucun travaux avec vent	Coactivité interdite.

Travaux de relevage d'ouvrage d'art (vérinage de pont)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	Aménager les accès Autorisation de voirie Centrale hydraulique et flexible à jour Kit anti pollution sur place EPI Balisage zone chantier.	Pas de coactivité.

Opération : Travaux de réhabilitation globale
 de la bretelle d'autoroute 8b de la RN12

Balisage et signalisation temporaire horizontale (marquage au sol, balisage)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	DESC et DICT à jour Travaux sous FLR (véhicule flash routier DIR ou autre) Neutralisation de la seconde voie	Accès interdit dans la zone d'évolution des engins. Signalisation temporaire de chantier conforme au code de la route et autorisation de voirie.

Etanchéité des bassins et cunettes

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Environnement naturel	EPI spécifique Procédure d'évacuation en cas d'accident de TMD	Accès interdit dans la zone d'évolution des engins.

Base vie itinérante par poste de travail

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Pas de travailleur isolé, port des EPI. Balisage de la zone Roulote de chantier aménagée	Respect des consignes d'accès. Accès interdit à toutes personnes étrangères au poste de travail.

Balisage et signalisation temporaire verticale (dépose et pose portique...)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	DESC et DICT à jour Examen d'adéquation des appareils de levage Abonnement météo Balisage des zones de levage S'assurer de l'aménagement des accès	Accès interdit dans la zone d'évolution des engins. Signalisation temporaire de chantier conforme au code de la route et autorisation de voirie.

Glissière de sécurité (GBA et métallique)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	DICT Privilégier la manutention mécanique Privilégier les protections auditives moulées	Port des EPI, casque antibruit.

Forage dirigé, fonçage.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Environnement naturel	DICT + respect environnemental Matériel de forage à jour des contrôles et VGP Accès aménagés Contrôle électrique du matériel Collier anti fouettement Balisage de la zone de travail	Concertation pour analyse coactivité. Respect de la zone de travail balisée

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Création d'une fosse de récupération des boues de forage.	

Réservation et coulage massifs

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Protection des aciers Pas de contact direct avec la manche à béton (coup de bélier)	pas de coactivité identifiée

Effacements des Réseaux enterrés

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Consignation des réseaux Aménager les abords et les accès S'assurer de la stabilité des sols Balisage de la zone de travail	Concertation pour analyse coactivité. Respect de la zone de travail balisée

Radiographie du revêtement de la chaussée

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rayonnement Ionisants	Veiller à la distance de sécurité du rayonnement pour les autres intervenants Liste des personnels exécutants formés et qualifiés Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service.	Respect de la signalétique en place

Effacements des Réseaux aériens

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Consignation des réseaux Elévation du personnel avec engin à jour VGP S'assurer de la stabilité des sols Balisage de la zone de travail	Coactivité et superposition de tâches interdit.

Analyse des sols chaussées et terrain

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Pas de travailleur isolé, port des EPI Engin en bon état et à jour de ses vérifications (VGP)	Respect du balisage d'avertissement de la zone en cours d'analyse.

Topo

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Pas de travailleur isolé, port des EPI. Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service. Mise en place de panneaux d'informations " Présence de Topographes"	Respect du balisage d'avertissement de la zone en cours de relevé.

Mise en place de protection faune et flore (cours d'eau)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Noyade	Pas de travailleur isolé, port des EPI et équipement de sauvetage individuel et collectif (barque, bouée, gilet)	Respect du cheminement piétons (pas d'encombrement et d'obstacle même temporaire) ainsi que des zones de travail et de levage balisées

Création des accès provisoires en latérale (usagers)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	DESC et DICT à jour Autorisation de voirie Dévoisement ou effacement des réseaux Mise en place de la signalisation temporaire	Accès interdit dans la zone d'évolution des engins. Signalisation temporaire de chantier conforme au code de la route et autorisation de voirie.

Fouilles préventives archéologique

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Pas de travailleur isolé, port des EPI. Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service. Balisage des fouilles	Respect du cheminement piétons (pas d'encombrement et d'obstacle même temporaire) ainsi que des zones de travail et de levage balisées

Aménagements environnementaux (sauvagerie de la faune)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Choc, coupure, piqûre	Pas de travailleur isolé, port des EPI. Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service. Roulotte de chantier Botte haute, gants + tenues manches longues Trousse de premiers secours adéquate (médecin du travail) + SST	Respect de la signalétique en place

Opération : Travaux de réhabilitation globale
 de la bretelle d'autoroute 8b de la RN12

Essai à la plaque, pénétromètre

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Bruit, vibrations	Pas de travailleur isolé, port des EPI. Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service.	Respect de la signalétique en place

Tranchées communes et spécifiques (types d'engins)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Port du baudrier Les engins à jour des VGP Equipement des engins du trifiash et alarme de recul. S'assurer de la qualité des sols (risque de renversement). Passerelle de franchissement pour tranchée d'une largeur sup à 40 cm. Mettre en place les moyens d'accès en fond de fouille.	Accès interdit dans la zone d'évolution des engins. Signalisation temporaire de chantier conforme au code de la route et autorisation de voirie. Respecter les cheminements sécurité mis en place.

Demolition d'Ouvrage d'Art sous DESC

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	DESC à jour Curage des ouvrages Justification des travaux d'affaiblissement Effacement des réseaux	Coactivité et superposition de tâches interdit.

Assainissement (cunette, caniveau, bassin de rétention eau et pollution) TMD.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	EPI spécifique Procédure d'évacuation en cas d'accident de TMD	Accès interdit dans la zone d'évolution des engins.

Tranchées communes et spécifiques en TPC

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Port du baudrier Les engins à jour des VGP Equipement des engins du trifiash et alarme de recul. S'assurer de la qualité des sols (risque de renversement) Zone de travaux étroite Limiteur de rotation	Accès interdit dans la zone d'évolution des engins. Signalisation temporaire de chantier conforme au code de la route et autorisation de voirie. Respecter les cheminements sécurité mis en place.

Opération : Travaux de réhabilitation globale
 de la bretelle d'autoroute 8b de la RN12

Tapie roulage (bande d'usure)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	Port des EPI y compris chauffeurs Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service.	pas de coactivité identifiée

Rabotage de l'existant (fraisat) (diag amiante, hydrocarbure)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises

Déboisement et élagage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Voisinage	Formation spécifique EPI spécifique Balisage de la zone de travail Engin preneur pour maintient des chutes et abattages. Guidage des chutes de tronc (en rive de circulation routière)	Coactivité interdite.

Tous Lots

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	"Port du gilet rétro-réfléchissant et EPI tels que casque, chaussures de sécurité Baliser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part."	.
Environnement naturel	Débroussaillage et abattage d'arbres/ chute de branches et d'arbres : . protections individuelles :- casques de sécurité- protection auditive- protège-face- pantalons munis de jambières- chaussures de sécurité . mise en place d'un périmètre de sécurité . ne pas entreprendre d'abattage lorsque les conditions météorologiques sont défavorables . étudier les conditions de chute de(s) arbre(s)	Respect du périmètre de sécurité.Port des EPI
Déplacement de plain-pied	Plancher haut, escalier, trémies (liés à leur mise en place et à la circulation du personnel de chantier) :• mise en place de protections collectives sur tous les planchers (y-compris planchers collaborant) et escaliers où il y a risque de chute de hauteur• treillis soudés	Respect des protections collectivesPort des EPI.

Opération : Travaux de réhabilitation globale de la bretelle d'autoroute 8b de la RN12

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	pour les petites trémies et signalisation • pose des escaliers définitifs à l'avancement Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.

Carottage du corps de chaussée

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Pas de travailleur isolé, port des EPI. Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service. Danger machine tournante.	Respect de la signalétique en place

Travaux sur Perret (aménagement de l'ouvrage)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	Aménager les accès Autorisation de voirie EPI spécifique Balisage zone chantier Amarrage de la dalle de perret	Respect des vitesses de circulation chantier Respect des balisages en place.

Marquage au sol

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	Travaux sous balisage Pas de travailleur isolé, port des EPI. Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service. Neutralisation de la voie, identification par cônes. Prévoir un homme trafic pour la gestion des entrées sur les voies circulées	Respect de la signalisation véhicules opérateurs. Réduction de la vitesse (zone chantier).

Visite commune avec l'exploitant pré repérage, analyse environnementale, inspection du site avant PPSPS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Chaussure montante et baudrier	Respect du cheminement piétons (pas d'encombrement et d'obstacle même temporaire) ainsi que des zones de travail balisées.

Profilage en long et en travers (terrassement généraux)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Port du baudrier Les engins à jour des VGP Equiper des engins du trifiash et alarme de recul. Arrosage de la piste et des terres (risque aviaire)	Accès interdit dans la zone d'évolution des engins. Signalisation temporaire de chantier conforme au code de la route et autorisation de voirie.

Mise en place de pont provisoire

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	Examen d'adéquation des appareils de levage Abonnement météo Balisage des zones de levage S'assurer de l'aménagement des accès	Coactivité et superposition de tâches interdit.

Terrassement - VRD

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inflammation, explosion	En cas de découverte d'un engin susceptible d'exploser, le travail doit être immédiatement stoppé au voisinage jusqu'à ce que les autorités aient fait procéder à l'enlèvement de l'engin ou à la destruction de l'engin.	Interrompre immédiatement les travaux.
Hautes Fréquences	Avant tout intervention d'engins de terrassement sur le terrain, des portiques gabarits seront implantés sous la ligne haute tension et de part et d'autre de celle ci pour interdire toute intrusion dans la circonférence de sécurité.	.
Chute d'objets, éclats	Le bord des fouilles et / ou des tranchées devront être libre de tous dépôt de matériaux et / ou de matériel	Interdiction de stocker en bordure de fouilles.
Déplacement de plain-pied	Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.	Interdiction de franchir un balisage de sécurité.
Contraintes météorologiques	Ne pas intervenir en cas de mauvaises conditions météo : Pluies, Vents, Orages et autres.	.
Rupture, effondrement	Blinder si nécessaire (fouilles en tranchée de plus 1,30m et de largeur égale ou inférieure au 2/3 de la profondeur). Se conformer aux préconisations du géotechnicien. Tenir compte des surcharges et des ébranlements dus à la présence de bâtiments mitoyens ou à la circulations des véhicules sur les voies se trouvant à proximité des tranchées, afin de déterminer l'inclinaison du talutage et la nature du blindage à mettre en place.. Surveillance permanente des travaux.	.

Opération : Travaux de réhabilitation globale de la bretelle d'autoroute 8b de la RN12

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Réalisation des tranchées pour canalisations, fourreaux, voirie avec mise en place de blindage ou réalisation de talutage, si hauteur > 1.30 et si hauteur > 2/3 largeur. Les tranchées devront être rebouchées à l'avancement, dans le cas contraire, matérialisation par filets orange, en retrait de l'ouvrage.	.
Multi danger	Lors des opérations de terrassement, la découverte de tout objet suspect, type obus, caisse ... entraînera l'arrêt immédiat de l'opération en cours, l'évacuation des personnels à proximité, la mise en place d'un périmètre de sécurité balisé, et l'appel de la Préfecture pour identification. Les travaux ne reprendront qu'après autorisation écrite de la Maîtrise d'œuvre.	.

Génie civil

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Environnement naturel	"Talus en surplomb : Les talus existants situés en surplomb des zones de travail seront purgés de tous matériaux instables. Ces talus étant boisés, cette mesures s'appliquent également arbres et branches. Lors de l'emploi d'un brise-roche un diagnostic de la falaise en surplomb sera effectué par l'entreprise et une surveillance sera instituée pendant les travaux Stabilité des zones de travail : La stabilité des plates-formes de travail existantes constituées par la voie longeant le canal d'amenée doit être vérifiée avant l'arrivée des engins."	Pendant ces travaux la zone sera interdite d'accès aux autres lots.
Engins et matériels	"Les engins seront à jour de leurs vérifications périodiques. Les conducteurs posséderont une autorisation de conduite."	Sans co-activité avec les autres lots
Rupture, effondrement	Examen complet de l'ouvrage à démolir ainsi que les existants contigus concernant la nature la résistance et la stabilité des éléments à démolir le repérage des ouvrages voisins, leurs résistances et influences de la démolition sur leur stabilité. Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès).	Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès). Toute surcharge sur dallage existante est à proscrire.

Opération : Travaux de réhabilitation globale de la bretelle d'autoroute 8b de la RN12

Démantèlement

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inflammation, explosion	Chaque entreprise réalisera au préalable de l'utilisation d'un point chaud (meulage, perçage, soudure, découpage, ...) un permis de feu auprès de l'encadrement de chantier.	Accès interdit à la zone de travail
Chute d'objets, éclats	Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute. Mise en sécurité des zones en cours de démolition, mise en place de protection collectives provisoires ou interdiction d'accès. Stabiliser les éléments de construction devant être maintenus en place	Respecter les balisages et zones clôturées

Chaussée

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Eclairement	Mise en place de projecteurs, de ballons éclairants autonomes mises en place par le Titulaire. Dispositifs d'éclairage aux postes de travail et pour les cheminements qui seront orientés afin de ne pas éblouir les usagers des voies publiques à proximités. Signalisation renforcés de nuits , feux à éclats etc.	Personnel muni d'habits de travail réfléchissant, classes 2 - 3 Engins et PL munis de feux d'éclairage et gyrophare. Respect de la signalisation de nuits renforcée.
Collision, heurt	Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.	Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.

Installations et ouvrages provisoires

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Ferroviaire	Ne pas intervenir dans la zone de danger des caténaires et de la circulation ferroviaire :- Installer la clôture chantier en retrait du quai- La grue mobile lors du levage des modules devra être située xxxxxxxx, en tenant compte des distances de sécurité compte tenu de la tension des caténaires.	Respecter les consignes de l'entreprise titulaire concernant la matérialisation de la zone de danger et les interdictions d'accès sur la quai.

Gros œuvre - Electricité - Plomberie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute et heurt avec charge en mouvement	Aucun survol de charge au dessus des zones en travaux	.
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.

Opération : Travaux de réhabilitation globale
 de la bretelle d'autoroute 8b de la RN12

Fondations spéciales

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Aucune intervention de terrassement ne peut avoir lieu avant retours et analyse des DICT réalisation de sondages de reconnaissance des réseaux	.

Base vie commune / Centrale d'enrobé

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute et heurt avec charge en mouvement	Protection des risques chutes de hauteur lors de l'installation base vie avec usage de protection collective : PIRL échafaudage , PIRL, PEMP et port des EPI harnais et stopchute. Aire levage balisée, signalée.	Ne pas circuler sous les charges à lever : bungalow etc Respecter les aires balisées des engins de levage.

Etanchéité

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Bactéries, virus, parasites	Port des protections respiratoires	Port des protections respiratoires

Gros œuvre - Terrassement

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Établissement d'un plan de terrassement pour vérification applications des préconisations du rapport géotechnique pour le recul des talus dans l'emprise foncière et préconisation des ouvrages avoisinants, éventuellement mise en place d'une géo-membrane pour limiter la chute de bloc . La plateforme doit prévoir une pente légère afin que les eaux de ruissellement en cas de pluie, s'évacuent naturellement vers l'extérieur et non dans l'excavation.	Respecter le balisage en place. Avant de travailler en pied de talus, l'entreprise devra s'assurer auprès du géotechnicien, du Maître d'oeuvre ou du CSPS qu'il n'y a pas de risque d'ensevelissement.

Opération : Travaux de réhabilitation globale de la bretelle d'autoroute 8b de la RN12

Gros œuvre - Maçonnerie - Reprises en sous-œuvre - Reprises de plancher

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Talutage au-delà de 1,30 m de profondeur (ou blindage), Implantations des chemins de circulations et pistes suffisamment distant des talus d'excavation. Passerelle sur tranchée .	Respect des talutages et protections mises en place.

Eclairage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Si profondeur > 1,30m, caisson de protection ou panneau préfabriqué au plus près du terrassement (bois, aluminium, matériau composite). Blindage toujours préférable au talutage (nécessite étude préalable de la nature du terrain). Echelle accès, passerelle de franchissement, vérification des réseaux, surveillance de l'état du terrain. Pas de stockage au bord de la fouille.	.

Démolition - Désamiantage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Chantier clos pour éviter toute intrusion du public (accès interdit à toute personne étrangère au chantier). Voirie protégée (arrêtés d'interdiction de circulation ; dispositif d'arrosage pour éviter les poussières, ...) Contrôles divers (existence de réseaux surplombants la zone des travaux ou localisation souterraine)	éviter toute co-activité. dans le même secteur. attendre que les démolitions et évacuations des gravats soient terminés

Gros œuvre

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	Protection contre les blessures térebrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)	.
Multi danger	Les risques liés aux venues d'eau auront été au préalable appréhendés par l'entreprise de terrassement et s'il y a lieu, les matériels d'épuisement mis en place. En cas de présence d'eau polluée, l'entreprise titulaire concernée fera réaliser une analyse, les résultats au jour du sondage seront transmis au MOA, au MOE et au CSPS.	Ne pas franchir les dispositifs de délimitation mis en place, sans autorisation préalable du titulaire du lot.

Séquence : 2 - Risques liés au HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises

Dangers en relation avec la co- activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>2. Stratégies de protection collective avancées Protection sanitaire des travailleurs Les entreprises devront mettre en œuvre des systèmes de ventilation et d'aspiration hautement performants capables de capter et filtrer les fumées et particules émises lors des opérations de rabotage et de pose d'enrobés. Des écrans de protection hermétiques seront installés autour des zones de travail, créant un périmètre de sécurité qui limite la dispersion des composés toxiques et réduit significativement l'exposition des personnels.</p> <p>3. Équipements de protection individuelle (EPI) de dernière génération Les équipements de protection individuelle devront répondre aux normes les plus strictes en matière de protection contre les risques chimiques. Seront ainsi requis : Des masques respiratoires à filtration absolue de type FFP3 avec systèmes de ventilation assistée Des combinaisons intégrales de protection jetables multicouches Des gants spécialement conçus pour résister aux agressions chimiques des HAP Des lunettes de protection intégrale avec systèmes de ventilation et d'anti-buée</p> <p>4. Techniques innovantes de réduction des risques Pour minimiser l'exposition aux HAP, les techniques suivantes seront privilégiées : Enrobés à basse température permettant de réduire significativement les émissions de composés toxiques Techniques de rabotage avec systèmes d'aspiration intégrés Méthodes de limitation des émissions de poussières par brumisation contrôlée Protocoles d'arrosage précis des zones de travail pour limiter la dispersion des particules</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>5. Protocole de suivi médical renforcé Un dispositif de surveillance médicale complet sera mis en place, incluant : Des examens médicaux préalables à l'exposition Des suivis biologiques trimestriels avec dosage des marqueurs spécifiques Une surveillance médicale renforcée avec traçabilité précise des expositions La constitution de dossiers médicaux individuels détaillés</p> <p>6. Gestion environnementale des déchets La gestion des matériaux contaminés nécessitera : Un conditionnement hermétique et spécifique des déchets L'utilisation de filières d'élimination spécialisées Une traçabilité complète des évacuations Le respect strict des réglementations environnementales</p> <p>7. Formation et culture de prévention Un programme de formation approfondi sera développé pour : Sensibiliser les équipes aux risques spécifiques des HAP Former aux protocoles de sécurité les plus récents Développer une culture de prévention active Encourager les remontées d'informations sur les situations à risque</p>	

Séquence : 3 - RISQUES LIÉS AUX CONDITIONS CLIMATIQUES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises

1) En cas de fortes chaleur

Définition et Caractéristiques

Un arrêté du 27 mai 2025 définit plusieurs seuils de vigilance météorologique fixés par Météo-France :

- Vigilance verte : veille saisonnière sans vigilance

particulière ;

Vigilance jaune : pic de chaleur (exposition sur une période de 1 à 2 jours à une chaleur intense présentant un risque pour la santé humaine en raison des conditions de travail ou de leur activité physique) ;

- Vigilance orange : période de canicule (chaleur intense et durable susceptible de constituer un risque sanitaire pour l'ensemble de la population exposée) ;

- Vigilance rouge : période de canicule extrême (canicule exceptionnelle par sa durée, son intensité, son ampleur géographique qui présente un fort impact sanitaire pour l'ensemble de la population ou qui pourrait entraîner l'apparition d'effets collatéraux de continuité d'activité).

Un « épisode de chaleur intense » correspond à l'atteinte du seuil des niveaux de vigilance jaune, orange ou rouge.

Les « périodes de canicule », qui ouvrent droit au bénéfice de l'indemnisation des arrêts de travail dans les entreprises du BTP, se Caractérisent par l'atteinte du seuil des niveaux de vigilance orange ou rouge.

Effets

- Coup de chaleur

- Déshydratation sévère compromettant les capacités physiques

- Épuisement thermique altérant la vigilance et la précision des gestes professionnels

Mesures de prévention :

- Utilisation de procédés de travail ne nécessitant pas d'exposition à la chaleur (ou nécessitant une exposition moindre) ;

- Modification de l'aménagement et de l'agencement des lieux et postes de travail ;

- Adaptation de l'organisation du travail (comprend les horaires de travail) pour limiter la durée et l'intensité de l'exposition. Des périodes de repos peuvent être prévues ;

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre de moyens techniques pour réduire le rayonnement solaire sur les surfaces exposées ou pour prévenir l'accumulation de chaleur dans les locaux de travail (exemples : pare-soleil, ventilateurs, brumisateurs...) ; Augmentation, autant que possible, de l'eau potable fraîche mise à disposition des travailleurs. L'employeur doit fournir aux salariés une quantité d'eau potable fraîche suffisante et prévoir un moyen pour maintenir au frais l'eau destinée à la boisson à proximité des postes de travail ; - Choix d'équipements de travail appropriés permettant de maintenir une température corporelle stable ; - Fourniture d'équipements de protection individuelle permettant de limiter ou de compenser les effets des fortes températures ou de se protéger des effets des rayonnements solaires ; - Information et formation adéquates des travailleurs, d'une part, sur la conduite à tenir en cas de forte chaleur et, d'autre part, sur l'utilisation correcte des équipements de travail et des équipements de protection individuelle de manière à réduire leur exposition à la chaleur à un niveau « aussi bas qu'il est techniquement possible. Les obligations réglementaires de manière générale : - Obligation d'évaluation et de prévention des risques liés à l'exposition des travailleurs à des épisodes de chaleur intense, en intérieur ou en extérieur (article R. 4463-2) ; - Les mesures de préventions se fondent notamment sur (article R. 4463-3) ; - Maintien au frais, tout au long de la journée de travail, de l'eau destinée à la boisson, à proximité des postes de travail, notamment pour les postes de travail extérieurs (article R. 4463-4) ; Adaptation des mesures de prévention lorsque l'employeur est informé de ce qu'un travailleur est, pour des raisons tenant notamment à son âge ou à son état de santé, particulièrement vulnérable aux risques liés à l'exposition aux épisodes de chaleur intense (article R. 4463-5) ; - Définition de modalités de signalement de toute apparition d'indice physiologique préoccupant, de situation de malaise ou de détresse, ainsi que celles destinées à porter secours, dans les meilleurs délais, à tout travailleur et, plus particulièrement, aux travailleurs isolés ou éloignés. Ces modalités sont communiquées aux travailleurs et à la MDT (article R. 4463-6) ; 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> - Adaptation des mesures de prévention à l'intensification de la chaleur (article R. 4463-7) - Intégration dans le PGC, le PPSPS et le plan de prévention de mesures de prévention des risques liés à l'exposition aux épisodes de chaleur intense (article R. 4463-8) ; - D'aménager les postes de travail extérieur de telle sorte que les travailleurs soient protégés contre les effets des conditions atmosphériques (article R. 4225-1 du code du travail) ; - Mettre à disposition des travailleurs de l'eau potable et fraîche pour leur permettre de se désaltérer et de se rafraîchir. Lorsqu'il est impossible de mettre en place l'eau courante, la quantité d'eau mise à disposition à cette fin est d'au moins trois litres par jour par travailleur (article R. 4534-143 du Code du travail) ; - Les postes de distribution des boissons sont situés à proximité des postes de travail et dans un endroit remplissant toutes les conditions d'hygiène (article R. 4225-4 du Code du travail) ; - Que les travailleurs aient accès à un local ou aménagement de chantier permettant de préserver leur santé et leur sécurité en cas de survenance de conditions climatiques susceptibles d'y porter atteinte (article R. 4534-142-1 du Code du travail). <p>2) En cas de froid intense</p> <p>Définition et Caractéristiques</p> <p>Les vagues de froid peuvent recouvrir les évènements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pic de froid : froid de courte durée (1 à 2 jours), présentant un danger pour la santé des populations précaires, sans domicile ou isolées, du fait de leurs conditions de vie ou de travail ; il peut être associé au niveau de vigilance météorologique jaune ; - Episode persistant de froid : période de froid qui dure dans le temps, constituant un danger 	

Dangers en relation avec la co- activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>pour les populations précaires, sans domicile ou isolées, du fait de leurs conditions de vie ou de travail ; il peut être associé au niveau de vigilance météorologique jaune ;</p> <p>- Grand froid : période de froid intense caractérisée par des températures ressenties minimales très basses (ordre de grandeur inférieures à -18 °C). Cette période constitue un danger pour les populations précaires, sans domicile ou isolées, du fait de leurs conditions de vie ou de travail, pour les personnes vulnérables du fait de leur état physique, et potentiellement pour l'ensemble de la population ; il est associé au niveau de vigilance météorologique orange ;</p> <p>- Froid extrême : période de froid exceptionnel, très intense, géographiquement étendu et durant au moins deux jours, qui entraîne l'apparition d'effets collatéraux dans différents secteurs (arrêt de certaines.</p> <p>Effets</p> <p>- L'hypothermie (caractérisée par des frissons, de la fatigue, des confusions ou la perte de connaissance) ;</p> <p>- Des troubles musculosquelettiques (causés par un manque de repos ou par des mouvements répétitifs) ;</p> <p>- Des gelures ;</p> <p>- Une diminution de l'irrigation sanguine des doigts ;</p> <p>- Des crampes.</p> <p>Mesures de prévention :</p> <p>- Adapter l'organisation du travail en présence d'un risque de baisse extrême de température ;</p> <p>- Transmettre les informations adaptées aux salariés concernés ;</p> <p>- Utiliser du matériel de protection adapté : gants, pantalons et vestes isolants, surpantalons, chaussettes, bonnets ;</p> <p>- Planifier le travail à l'extérieur selon les conditions météorologiques en présence (dans le BTP notamment) ;</p> <p>- Former le personnel aux gestes de premiers secours ;</p> <p>- Limiter le travail en zone froide et prévoir des pauses adaptées ;</p> <p>- Mettre à la disposition des salariés des dispositifs localisés de chauffage (pour les postes particulièrement exposés au froid).</p>	

Dangers en relation avec la co- activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Les obligations réglementaires de manière générale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aménagement des postes de travail extérieurs et notamment la protection des salariés contre les conditions atmosphériques (Article R. 4225-1 du Code du travail) ; - Les équipements et caractéristiques des locaux de travail sont conçus de manière à permettre l'adaptation de la température à l'organisme humain pendant le temps de travail, compte tenu des méthodes de travail et des contraintes physiques supportées par les travailleurs (Article R. 4213-7 du Code du travail) ; - Les équipements et caractéristiques des locaux annexes aux locaux de travail, notamment des locaux sanitaires, de restauration et médicaux, sont conçus de manière à permettre l'adaptation de la température à la destination spécifique de ces locaux (Article R. 4213-8 du Code du travail) ; - Les locaux fermés affectés au travail sont chauffés pendant la saison froide et le chauffage fonctionne de manière à maintenir une température convenable et à ne donner lieu à aucune émanation délétère (Article R. 4223-13 du Code du travail) ; - L'employeur prend, après avis du médecin du travail et du comité social et économique (CSE), toutes dispositions nécessaires pour assurer la protection des travailleurs contre le froid et les intempéries (Article R. 4223-15 du Code du travail). <p><u>3) En cas de fort vent</u></p> <p>Évaluation et Anticipation Météorologique Les équipes de conduite de travaux doivent mettre en place un dispositif de veille météorologique particulièrement attentif, impliquant une consultation quotidienne et anticipative des bulletins météorologiques spécialisés, avec une attention toute particulière portée aux seuils critiques de vent (supérieurs à 50 km/h) et aux précipitations susceptibles de compromettre la sécurité des travailleurs et l'intégrité des installations de chantier.</p> <p>Préparation et Sécurisation des Zones de Travail</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Avant toute intervention par conditions météorologiques dégradées, un protocole exhaustif de vérification et de sécurisation des zones de travail devra être systématiquement appliqué, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un arrimage méthodique et renforcé de tous les matériaux et équipements susceptibles d'être projetés par le vent - Une inspection approfondie de la stabilité des échafaudages et structures temporaires - S'assurer que tous les ouvrages récemment édifier et non stabiliser sont protégés et sécurisés - Une délimitation précise des zones à risque avec un balisage visible et réglementaire - Une évaluation détaillée des risques de glissement et de déstabilisation des sols. <p>Équipements de Protection Individuels et Collectifs</p> <p>Les équipements de protection devront être spécifiquement adaptés aux conditions météorologiques extrêmes, avec une attention particulière portée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des vêtements techniques imperméables et coupe-vent garantissant une protection maximale contre les intempéries - Des systèmes de protection de la tête intégrant des dispositifs anti-projection (casques avec jugulaires renforcées) - Des chaussures de sécurité techniques offrant une adhérence optimale sur sols humides et glissants - Des systèmes de protection oculaire protégeant efficacement contre les projections de particules et l'eau. <p>Protocole de Communication et d'Alerte</p> <p>Un système de communication instantané et multicanal doit être mis en place, permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'information immédiate de tous les intervenants en cas de dégradation des conditions météorologiques - La transmission rapide des consignes de sécurité et d'évacuation - Un mécanisme de remontée d'information en temps réel depuis le terrain vers la coordination de sécurité. <p>Gestion Opérationnelle des Interventions</p> <p>Les principes directeurs suivants devront être strictement appliqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suspension immédiate de tous les travaux en hauteur dès que les conditions de vent dépassent les seuils de sécurité - Limitation drastique des déplacements et 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>regroupement dans des zones protégées</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protéger et sécuriser tous les matériaux et matériels susceptibles de s'envoler - Mise en sécurité préventive des équipements électriques et sensibles - Établissement de zones de repli sécurisées identifiées à l'avance - Tous autres mesures assurant la réalisation en toute sécurité des interventions extérieures et intérieures. <p>Formation et Sensibilisation</p> <p>Un programme de formation continue et approfondi devra être développé, couvrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les procédures spécifiques de gestion des risques météorologiques - L'utilisation correcte des équipements de protection - Les techniques de reconnaissance et d'évaluation des risques immédiats - Les protocoles d'urgence et d'évacuation. 	

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

- ✓ Les entreprises concernées par ces travaux devront :
- ✓ Mettre en place les protections collectives et les individuelles et appliquer les procédures de sécurité inhérentes à la Co-activité successive et simultanée.
- ✓ Prendre en compte l'ensemble des cheminements et accès aux locaux techniques
- ✓ Etablir et nous communiquer le mode opératoire des différentes opérations de remplacement, manutention (livraisons et évacuations) de la CTA
- ✓ Etablir un protocole sécurité pour les chargements et déchargements être établi avant toutes opérations de cette nature
- ✓ Les intervenants devront disposer des habilitations requises pour les opérations qu'il réalise.
- ✓ Toutes les consignations devront être réalisées avant toutes opérations sur les équipements et installations électriques
- ✓ Les PV de consignation devront être transmis à la MOA en me mettant en copie
- ✓ Les entreprises prestataires bénéficieront d'un accueil sécurité et soient sensibilisées aux différents risques
-
- **Aussi :**
- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise principale soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise principale.

- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (Couleur distincte) Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Des dispositions particulières de protection collective et individuelle doivent donc être prises par la maîtrise d'œuvre et les entreprises qui réalisent ces travaux exposant les compagnons à des substances cancérogènes.

Nous demandons qu'il soit mis à la disposition des compagnons tous les moyens et équipements de protection individuelle et collective afin d'éviter toute inhalation ou toute exposition à ces substances.

Nous demandons également la mise en place d'un suivi médical renforcé pour les compagnons exposés à ces risques.

Pour les travaux de soudure ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place. Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gazeuses toxiques, etc ...

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles ...).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

4.4.1. Autorisation de survol

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

Les déchets d'enrobés bitumineux contenant des HAP(> 50 mg/Kg) sont des déchets dangereux au sens du code de l'environnement.

Ils doivent donc être traités dans des installations dédiées (installations de stockage de déchets dangereux); au préalable, le donneur d'ordres (ou l'entreprise par délégation) doit s'assurer des conditions d'acceptation de ces déchets (emballage, quantité, etc...) par l'installation de stockage en lui demandant un certificat d'acceptation préalable (CAP).

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- Encoffrement de la source,
- Suspension anti-vibratile,
- Éloignement des machines,
- Protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Les travaux par point chaud doivent donner lieu à la réalisation d'un permis auprès du responsable de l'établissement. Et s'il existe, auprès du PC sécurité

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud. Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Les travaux sont à réaliser sur un site en exploitation avec circulation d'usagers). Mise en place d'extincteurs près des postes de travail.

Il est demandé que le chantier soit non-fumeur et utilisation limitée des téléphones portables.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture).

L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Sans objet

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les conducteurs de ces engins doivent également être détenteur d'un CACES dont la catégorie est conforme à l'engin utilisé.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,

- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Sauf dispositions particulières spécifiées dans les CCTP, Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail et retrait de ses déchets et gravats de chantier jusqu'aux bennes

Le chantier est maintenu en constant état de propreté.

Tous les matériaux abandonnés par les entrepreneurs sur le chantier en dehors des périodes d'utilisation sont considérés comme des gravats.

Le Maître d'œuvre pourra, s'il le juge nécessaire, faire intervenir sur le chantier, une entreprise de nettoyage à la charge des entreprises défaillantes.

Benne(s) pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 : (exemple : béton, verre, carrelage, ciment, ...)

Benne(s) pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés

Benne(s) pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centres de classe 2 : (exemple : PVC, isolants, métaux, bois, moquette, ...).

Le plan d'installation de chantier indiquera la position des bennes.

Ces bennes seront remplacées autant de fois que nécessaire par l'entreprise principale pendant les travaux.

ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

4.8. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

4.9. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

4.10. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

4.10.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Conformément au CCTP, un lot sera responsable de l'évacuation des déchets.

Dans le cas contraire, chacune des entreprises aura la charge d'évacuer ses déchets

Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans que jamais ces bennes débordent.

4.10.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures)
Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

4.10.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

5. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

5.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :
Toutes les opérations de démolition de murs, carottage, creusement, versements et autres travaux en intervention aveugle doivent préalablement faire l'objet d'un repérage de l'ensemble des réseaux présents dans la zone et l'environnement du chantier.
 - DT à charge du maître d'ouvrage
 - Application de la loi anti-endommagement
 - D.I.C.T – Demandé par chacune des entreprises qui réalisent des travaux de VRD
 - Demandes d'arrêtés - à définir
 - Autorisations concessionnaires - à définir

- **Demandes d'arrêtés -**

En cas de découverte d'engins de guerre : baliser la zone, alerter la gendarmerie la plus proche (Tél 17) arrêter tous les travaux, procéder à l'évacuation de la zone et laisser des "vigiles" en attendant les démineurs.

Les déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (y compris sous- traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre ...) établissent les

déclarations d'intention de commencer les travaux

(DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre.

- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous-traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre ...) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux [DICT] auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

La réglementation anti-endommagement (AIPR) concerne autant les travaux en zone publiques que privées.

5.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Chantier sous circulation / un DESC doit être établi et validé par la préfecture

DICT à réaliser

Plan de balisage à réaliser et à communiquer à tous les acteurs

Des aménagements sur les cours d'eau sont à réaliser ;

Les modes opératoires seront soumis à la MOA, MOE et au CSPS pour appréciation

Chaque engin doit avoir à son bord un kit antipollution.

5.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Aucune autre opération n'est prévue dans le voisinage de nos travaux.

Cependant si d'autres interventions étaient réalisées dans le voisinage immédiat de nos travaux des mesures spécifiques de concertation doivent être mises en place entre maîtrise d'ouvrage et CSPS afin de garantir que l'ensemble des travaux réalisés dans la zone se fasse en toute sécurité.

Les phases critiques de chacune des opérations feront l'objet d'un planning communiqué à l'ensemble des équipes en interférence.

Une communication permanente sera tenue aux fins d'information pour l'ensemble des interlocuteurs.

5.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

(Sans objet ou)

- L'étude des modes opératoires tient compte du caractère de la production de l'établissement,
 - Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés sur la voie d'accès au site,
 - Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés en dehors de la clôture de chantier,
 - La limitation de vitesse à l'intérieur de l'établissement est fixée à 30Km/H,
 - le seul accès au chantier autorisé depuis le cantonnement est défini dans le plan d'installation du chantier,
 - Les bruits, poussières sont limités au minimum des connaissances et techniques de mise en œuvre actuelles,
 - Les salariés du chantier et livreurs passent automatiquement par le local accueil de l'établissement,
 - Les consignations et déconsignations de réseaux ne peuvent se faire qu'après avis du chef d'établissement du centre et des services de sécurité et de maintenance en place,
 - Un permis de feu doit être établi pour chaque travail par point chaud,
 - Les entreprises tiennent compte également de la présence d'autres intervenants sur le site, livreurs, entreprises de maintenances, gardiens, transports de fonds, etc...
 - L'entreprise de gros œuvre ou les lots concernés mettent en œuvre le paragraphe § 2.2 cloisonnements provisoires etc...
- A noter que dans le cadre de nos travaux, il s'agira du balisage mis en place
- Aucune opération ne doit être réalisée en dehors de ce balisage

NOTA A TOUS LES INTERVENANTS :

Toutes les dispositions énoncées dans le présent document, s'appliquent également vis à vis des chefs d'établissements, des boutiques et prestataires indépendants installés dans le centre. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (Extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

5.5. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

5.6. Cas particulier

(Sans objet)

6. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

6.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**.

L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

6.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus. Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

6.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

6.4. Procédure d'organisation des secours

Les entreprises devront préciser dans leur PPSPS, les mesures d'organisation qu'elles comptent mettre en oeuvre en cas d'accident, afin d'évacuer les personnes blessées depuis tout point du chantier, y compris lors des travaux de fouille en pleine masse et d'infrastructure.

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Affichage des numéros d'urgence à mettre en place dans chaque zone d'intervention.

Chaque entreprise présente sur le site devra disposée au moins 1 Sauveteur Secouriste du Travail (à jour dans son recyclage) par tranche de 20 salariés.

Chaque entreprise doit posséder une trousse de secours ou une boîte de secours sur la zone de travaux. Les SST doivent être identifiables et porter le logo SST sur leur tenue de travail.

En cas d'accident

Pour un accident bénin : l'entreprise s'assurera que le blessé est soit soigné par un Sauveteur Secouriste du Travail, soit transféré dans une ambulance vers le cabinet médical le plus proche ou vers l'hôpital le plus proche.

Les numéros de téléphone d'urgence sont affichés dans les cantonnements et dans les véhicules sur la fiche : "En cas d'accident".

Pour un accident grave : Appeler les pompiers.

Maître d'oeuvre et Coordonnateur SPS doivent être avertis sans délais.

Le blessé ne doit être manipulé que par un secouriste. Les pompiers se chargent soit d'appeler le SAMU soit d'évacuer le blessé.

Déclaration des accidents

Tout accident de travail ou de trajet et les maladies professionnelles sont déclarés par l'employeur direct de l'employé.

Tout blessé doit être vu par un médecin et d'être inscrit au registre officiel.

Le Coordonnateur est averti le plus tôt possible de tout accident ayant entraîné ou non un arrêt de travail. L'inspection du travail doit être avertie des accidents graves.

APPEL des secours habituel = 18 - 15 - 112

6.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

6.6. Point de rencontre secours

Tel que définis dans le Plan d'Installation du chantier et en dehors des zones à risque Dans les différents points de repli.

6.7. Modèle de fiche de secours

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



et dites :

**1. ICI CHANTIER : travaux de réhabilitation globale de la bretelle
d'autoroute 8b et 7f de la RN12**

Adresse : N12 à hauteur de Montigny le Bretonneux

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie, Brulure...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ... ET S'IL Y A
NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Tel que définis dans le Plan d'Installation du chantier et en dehors des
zones à risque Dans les différents points de repli.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER